

Municipales : les dirigeants de TPE tirent la sonnette d'alarme

Selon un sondage réalisé par le syndicat des indépendants (SDI), les « petits patrons » se sentent déconsidérés par leurs maires, qui n'accorderaient pas assez d'importance selon eux aux questions économiques. Un tiers d'entre eux aspire même à changer d'édile.

Laurence Albert

 @L_Albert_

Non, les maires n'en ont pas fini avec le mouvement des gilets jaunes. Et encore moins avec le sentiment de déconsidération qu'éprouvent certains de leurs administrés, y compris quand ils sont des « forces vives » de leurs territoires. Selon un sondage réalisé par le syndicat des indépendants (SDI) auprès de 800 dirigeants de TPE et dévoilé lors de ce Congrès des maires, les petits patrons se sentent « déconsidérés ». « *Il n'y a pas de rejet épidermique de la figure du maire, qui est perçu comme accessible et à l'écoute. En revanche les dirigeants ont le sentiment qu'ils ne sont pas entendus, que les élus ne s'impliquent pas assez dans les questions économiques, a fortiori quand elles concernent les TPE et les commerçants* » note Marc Sanchez, le secrétaire général du syndicat des indépendants, qui y voit aussi un effet du mouvement des gilets jaunes, dont les thèses ont pu, au moins au début, séduire certains « petits patrons ».

Bilan décevant

Un tiers des dirigeants interrogés juge donc le bilan municipal « décevant » et aspire à changer d'édile. Signe, toutefois, que les dés ne sont pas totalement jetés, un autre tiers le juge « excellent », et un dernier tiers n'a pas encore choisi. Urbanisme, stationnement, vidéosurveillance, transports.. les commerçants sont souvent en première ligne des politiques municipales. Dans les villes de plus de 50.000 habitants,

où les manifestations de gilets jaunes ont pu occasionner des dégâts matériels, la sécurité figure en tête des priorités. Dans les zones rurales, c'est le maintien des transports, et des services de proximité qui caracolent en tête des aspirations. Les commerçants ne seraient pas forcément hostiles à financer davantage le service public.. à condition d'être payés de retour « *avec de vraies politiques publiques en faveur du commerce et pas de simples animations* » note Marc Sanchez. La question de la fiscalité reste cependant sensible. 82 % des professionnels indépendants et dirigeants s'attendent à ce que la suppression de la taxe d'habitation soit compensée par une hausse de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), la « *taxe la plus décriée* » selon le sondage.

Dernier sujet, la concurrence des hypermarchés : 62 % des sondés « *s'opposent à la liberté d'implantation en centre-ville prévue par la loi ELAN* » estimant que les grandes surfaces participent au déclin des commerces indépendants. « *Une perception qui pourrait s'aggraver face au projet d'autorisation d'ouverture des grandes surfaces à dominante alimentaire de 21 heures à minuit, et à la généralisation de l'ouverture dominicale sans personnel des hypermarchés* » note le SDI. Hostile à ces ouvertures qui, selon lui, plombent l'activité des indépendants, il en appelle donc au gouvernement – lequel a choisi de temporiser. Mais le SNI attend aussi des élus locaux qu'ils relayent ce message, et fassent plus de concertation davantage lors du prochain mandat. ■